



République Française

Ministère de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche

French Republic

Ministry of national education, higher education and research

CONFERENCE DE BERGEN – 19 ET 20 MAI 2005

BERGEN CONFERENCE – MAY 19TH AND 20TH 2005

Direction
des relations
internationales
et de la
coopération

Direction
de
l'enseignement
supérieur

DRIC B1/HL

[Les diplômes conjoints :](#)

[La nouvelle politique française](#)

*

[Joint degrees :](#)

[The new French policy](#)

SOMMAIRE / CONTENTS

■ **Présentation / Introduction**

■ **Décret-cadre / Framework decree**

- Délivrance et reconnaissance des diplômes en partenariat international –
Présentation du texte général

*Award and recognition of degrees in international partnership
– Introduction to the overall text*

- Décret du 11 mai 2005 relatif à la délivrance de diplômes en partenariat international

Decree of may 11th 2005 about the award of degrees in international partnership

■ **Le cas particulier du doctorat / The particular case of the doctorate**

- *Lettre adressée, le 24 janvier 2005 par M. François Fillon, ministre français de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur les cotutelles internationales de thèse*

Letter addressed, on January 24th 2005, by M. François Fillon, minister for national education, higher education and research on the international joint supervisions of thesis

- Arrêté du 6 janvier 2005 relatif à la cotutelle internationale de thèse

Decree of January 6th 2005 about the international joint supervision of thesis

Présentation

La construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur attractif et compétitif implique le développement des partenariats entre universités de plusieurs pays pour élaborer des formations communes et délivrer des diplômes conjoints.

Il s'agit là d'un objectif prioritaire retenu par le Sommet de Bergen.

- La France a choisi d'anticiper cette priorité en adaptant sa réglementation à cette ambition selon des modalités présentées par ce dossier.
- Cela était nécessaire car, dans le système français où l'Etat garantit la qualité des diplômes en autorisant les établissements français à les délivrer après une évaluation nationale périodique tous les 4 ou 6 ans, la notion de diplômes conjoints entre un établissement français et un établissement étranger n'existait pas.
- Le principe retenu est simple. Quand un établissement français a été reconnu par le système français capable de délivrer, à un niveau et dans un domaine donnés, un diplôme garanti par l'Etat, il peut désormais conclure un accord avec un établissement étranger pouvant dans son pays délivrer un diplôme au même niveau et dans le même domaine afin d'organiser en commun la formation et de délivrer un diplôme conjoint. La qualité du partenariat sera évaluée, lors de l'évaluation périodique nationale suivante.

Un décret a fixé ce nouveau cadre général. Il est complété par un arrêté particulier pour le doctorat. Ces textes sont présentés dans ce dossier.

- Cette démarche est fondée sur la confiance dans les modalités qui organisent l'assurance qualité dans les différents pays sans avoir à uniformiser ces modalités.

Un bilan sera bien évidemment tiré de cette politique nouvelle.

Introduction

The building of a European higher education area implies the development of partnerships between universities from several countries in order to design common training courses and to award joint degrees.

This is a priority objective for the Bergen conference.

- France chose to anticipate this priority by adapting its regulation to this ambition according to arrangements presented in this file.

- This was necessary because, in the French system where the State guarantees the quality of degrees by entitling French institutions to award them after a cyclical national evaluation every 4 or 6 years, the notion of joint degrees between a French institution and a foreign institution didn't exist.

- The agreed on principle is simple. When a French institution is recognized by the French system as competent to award, at a given level and in a given field, a State-guaranteed degree, from now on it can make an agreement with a foreign institution which in its own country can award a degree at the same level and in the same field, in order to organize the training courses together and to award a joint degree. The quality of the partnership will be assessed during the next cyclical national evaluation.

A decree set this new overall framework. It is completed by a specific decree for the doctorate. These texts are presented in this file.

- This approach is based on trust in arrangements for the quality assurance organization in the different countries without having to make these arrangements uniform.

Conclusions will be of course drawn from this new policy.

Le décret-cadre

The framework decree

Délivrance et reconnaissance des diplômes en partenariat international
--

- Présentation du texte général -

L'ouverture européenne et internationale de l'enseignement supérieur comprend de plus en plus la mise en œuvre de partenariats internationaux conduisant à la délivrance de diplômes et à leur reconnaissance. Le succès du programme « Erasmus Mundus » en témoigne.

Afin d'adapter le système français à cette nouvelle réalité pour tous les niveaux de diplômes, il convenait de définir un cadre :

- permettant de délivrer des diplômes conjoints - tout en maintenant la formule du « double diplôme » - dans des conditions de qualité incontestables ;
- assurant la réactivité nécessaire des établissements français pour conclure facilement et rapidement des accords internationaux.

Le décret relatif à la délivrance de diplômes en partenariat international répond à cette double exigence.

Il autorise les établissements français habilités par l'Etat à délivrer un diplôme à conclure un partenariat avec un établissement étranger ayant la capacité de délivrer, au même niveau et dans le même champ de formation, un diplôme reconnu par les autorités nationales compétentes. Le partenariat a pour but d'organiser le cursus de formation et la certification. Il est régi par une convention qui en précise toutes les modalités.

Le cursus peut conduire à la délivrance d'un diplôme conjoint ou d'un double diplôme. Le diplôme conjoint est reconnu en France et doit l'être dans le pays partenaire, en vertu du principe de réciprocité.

L'établissement français doit mettre en œuvre le partenariat dans le respect des exigences de qualité requises par l'évaluation française et, au maximum, pour la durée de l'habilitation restant à courir. Cette mise en œuvre doit faire l'objet d'une déclaration.

Lors de l'évaluation périodique qui suit la mise en œuvre du partenariat, ce dernier est évalué sur la base d'un rapport spécifique. Les décisions relatives à la poursuite éventuelle du partenariat international sont prises sur la base de cette évaluation.

Enfin, ces mesures sont étendues à un partenariat conclu avec une organisation internationale créée par un accord signé par la France dans le cas où cette organisation internationale a une mission d'enseignement supérieur et de délivrance de diplômes.

Ce texte offre un cadre général qui concerne tous les diplômes d'enseignement supérieur garantis par l'Etat : diplômes des universités comme des grandes écoles. Ils pourront être délivrés conjointement avec des établissements étrangers de même qualité, favorisant ainsi la mobilité des étudiants et des professeurs et les coopérations entre établissements français et étrangers sans créer de formalités nouvelles contraignantes.

Ce texte a reçu l'accord de la Conférence des présidents d'universités (CPU), de la Conférence des directeurs des écoles et formations d'ingénieurs (CDEFI), de la Conférence des grandes écoles (CGE).

Il a été soumis à la consultation du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche qui s'est prononcé favorablement.

Award and recognition of degrees in international partnership

- Introduction to the overall text -

The European and international opening up of higher education more and more includes the implementation of international partnerships leading to the award of degrees and their recognition. The success of the 'Erasmus Mundus' programme gives an evidence of it.

In order to adapt the French system to this new reality for all the levels of degrees, it was appropriate to set a framework :

- allowing to award joint degrees – while keeping the 'double degree' formula alive – in unquestionable quality conditions ;
- ensuring the necessary reactivity of French institutions to make international agreements easily and quickly.

The decree about the award of degrees in international partnership meets this double requirement.

It allows French institutions with an '*habilitation*'¹ from the State entitling them to award a degree to make a partnership with a foreign institution competent to award, at the same level and in the same training field, a degree recognized by the relevant national authorities. The partnership aims to organize the training courses and the degree awarding. It is ruled by an agreement which details all the arrangements for it.

Training courses can lead to the award of a joint degree or of a double degree. The joint degree is recognized in France and must be so in the partner country according to the principle of reciprocity.

The French institution must develop the partnership in accordance with the quality requirements demanded by the French evaluation's principles and, at maximum, during the '*habilitation*'² period left to be run. This implementation must be the subject of a statement.

During the cyclical evaluation following the partnership's implementation, this partnership is assessed on the basis of a specific report. Decisions on the likely carrying on with the international partnership are taken on the basis of this assessment.

Finally, these measures are extended to a partnership made with an international institution created after an agreement signed by France in case this international institution has a mission for higher education and the award of degrees.

This text provides an overall framework concerning all State-guaranteed higher education degrees : degrees from universities as well as from '*grandes écoles*'. It will be possible for them to be jointly awarded with foreign institutions with the same quality, thus favouring student and teacher mobility as well as cooperation between French and foreign institutions without creating new binding formalities.

This text got the agreement with the Rectors' Conference – '*Conférence des présidents d'universités*' - (CPU), the Confederation of the heads of engineering colleges and faculties – '*Conférence des directeurs des écoles et formations d'ingénieurs*' - (CDEFI), and with the '*Grandes écoles*' Conference – '*Conférence des grandes écoles*' - (CGE).

It was submitted to the opinion of the national Council for higher education and research – '*Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche*' – which gave a favourable recommendation.

¹ *Explanatory note* : the '*habilitation*' concept is not quite the same as the '*accreditation*' one since in France it refers to the State entitling a French institution to award one or several degree(s) on the basis of evaluations made by several bodies, evaluation bodies or accreditation bodies (like the '*CTI*' - *Commission des Titres d'Ingénieur* - for instance).

REPUBLIQUE FRANCAISE**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE****Version française****DECRET
n°2005-450 du 11 mai 2005**

relatif à la délivrance de diplômes en partenariat international

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 123-7, L. 613-1, D. 123-12, D. 123-13 et D. 123-14 ;

Vu le décret n° 2002-481 du 8 avril 2002 relatif aux grades et titres universitaires et aux diplômes nationaux ;

Vu le décret n° 2002-482 du 8 avril 2002 portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur, modifié par le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 avril 2005,

Décrète :

Art. 1^{er}.- Afin de conforter la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et de développer la coopération internationale, les diplômes mentionnés aux articles 2 et 4 du décret n° 2002-481 du 8 avril 2002 susvisé peuvent être délivrés dans le cadre de partenariats internationaux, dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2.- Le partenariat international est organisé par une convention conclue entre un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur français et un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur étrangers.

Les établissements français doivent avoir été habilités par l'Etat à délivrer le diplôme concerné par le partenariat international. Lorsque la délivrance de ce diplôme a fait l'objet d'une habilitation conjointe entre plusieurs établissements français, la convention de partenariat doit être conclue par chacun de ces établissements.

Le ou les établissements étrangers contractants doivent avoir la capacité de délivrer, au même niveau et dans le même champ de formation, un diplôme reconnu par les autorités compétentes de leur pays.

Art. 3.- La convention mentionnée à l'article 2 définit notamment les modalités de formation, de constitution des équipes pédagogiques, de contrôle des connaissances et des aptitudes et les modalités de certification, dans le respect des exigences de qualité requises par la procédure française d'habilitation à délivrer le diplôme concerné.

Elle fixe les modalités d'inscription des étudiants. Elle précise les conditions de l'alternance équilibrée des périodes de formation dans les pays concernés. Elle détermine les modalités de constitution du jury, de délivrance des crédits européens et d'accompagnement matériel, pédagogique et linguistique des étudiants.

Elle est conclue pour une durée maximale correspondant à la durée restant à courir de l'habilitation mentionnée au 2^{ème} alinéa de l'article 2.

Art.4.- Dans le cadre du partenariat international, les établissements partenaires peuvent :

- soit délivrer conjointement un même diplôme,
- soit délivrer simultanément un diplôme propre à chacun d'eux.

Le diplôme délivré conjointement est reconnu de plein droit en France. Il doit également être reconnu dans le ou les pays partenaires. La convention visée à l'article 2 mentionne les modalités de cette reconnaissance.

Art. 5.- Les établissements français bénéficiant de l'habilitation mentionnée à l'article 2 peuvent mettre en œuvre le partenariat international défini par le présent décret sans autorisation supplémentaire de l'Etat.

Cette mise en œuvre fait l'objet d'une déclaration adressée aux ministres concernés ainsi qu'à l'instance d'évaluation compétente pour le diplôme faisant l'objet du partenariat international.

Art. 6.- Lors de l'évaluation nationale périodique qui suit la mise en œuvre du partenariat international, un rapport spécifique est adressé aux ministres concernés ainsi qu'à l'instance d'évaluation compétente. Ce rapport précise l'objet des conventions conclues, les adaptations en matière pédagogique réalisées et les résultats obtenus. L'instance d'évaluation se prononce sur ce rapport et sur l'intérêt de la poursuite du partenariat international. Elle émet des recommandations. Cet avis est pris en compte par la décision d'habilitation, pour ce qui concerne la poursuite du partenariat international.

Art. 7.- Des arrêtés peuvent préciser les conditions d'application du présent décret à certains diplômes particuliers.

Art. 8 – Les dispositions du présent décret sont applicables à un partenariat international conclu avec un organisme créé dans le cadre d'un accord international auquel la France est partie et ayant une mission d'enseignement supérieur.

Art. 9 – Un bilan de l'application des dispositions du présent décret est présenté au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Art. 10 – Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 2005.

Par le Premier ministre :

Jean-Pierre RAFFARIN

Le ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,

François FILLON

FRENCH REPUBLIC**MINISTRY OF NATIONAL EDUCATION,
HIGHER EDUCATION
AND RESEARCH****English translation****DECREE
n°2005-450 of may 11th 2005****on the award of degrees in international partnership**

The Prime minister,

On the basis of the report by the minister of national education, higher education and research,

Having regard to the education code, notably its Articles L. 123-7, L. 613-1, D. 123-12, D. 123-13 and D. 123-14 ;

Having regard to the decree n° 2002-481 of april 8th 2002 on university degrees and awards and on national diplomas ;

Having regard to the decree n° 2002-482 of april 8th 2002 implementing the creation of the European higher education area into the French higher education system, amended by the decree n° 2004-703 on july 13th 2004 ;

Having regard to the recommendation from the national Council for higher education and research on the date of april 18th 2005,

Decides :

Art. 1^{er}.- In order to strengthen the construction of the European higher education and research area and to develop international cooperation, degrees mentioned in articles 2 and 4 of the aforementioned decree n°2002-481 of april 8th 2002 can be awarded in the framework of international partnerships according to the conditions set by the decree hereby.

Art. 2.- The international partnership is organized by an agreement made between one or several French higher education institutions and one or several foreign higher education institutions.

French institutions must have been entitled³ by the State to award the degree involved by the international partnership. When the award of this degree was what the joint 'habilitation'¹ between several French institutions was made for, the partnership agreement must be made by each of these institutions.

The foreign contracting institution(s) must be competent to award, at the same level and in the same training field, a degree recognized by its (their) own country's relevant authorities.

Art. 3.- The agreement mentioned in article 2 notably sets the arrangements for training, making educational teams, assessing knowledge and skills, and the awarding arrangements, in accordance with the quality requirements demanded by the French legislation for the 'habilitation'¹ to award the degree involved.

It sets the provisions for student enrolment. It details the provisions set for the balanced rotating training period in the countries involved. It sets the provisions for making the jury, awarding European credits and for material, educational and linguistic student support.

It is agreed on for a maximum duration corresponding to the duration left to be run from the 'habilitation'¹ mentioned in paragraph 2 of article 2.

Art.4.- Within the framework of the international partnership, the partner institutions can : either jointly award a same degree, or simultaneously award a degree of their own on each part.

The jointly awarded degree is fully and automatically recognized in France. It must also be recognized by the partner country (ies). The agreement mentioned in article 2 details the arrangements made for this recognition.

Art. 5.- French institutions taking advantage from the 'habilitation'¹ mentioned in article 2 can implement the international partnership set by the decree hereby without any additional entitlement by the State.

This implementation is the subject of a statement addressed to the ministers concerned as well as to the evaluation body competent for the degree the international partnership is made for.

Art. 6.- During the cyclical national evaluation subsequent to the implementation, a specific report is addressed to the ministers concerned as well as to the competent evaluation body. This report details what agreements are made for, the adaptations made in the training field and the results obtained. The evaluation body makes an opinion on this report and on the relevance to carry on the international partnership. It puts forward recommendations. This opinion is taken into account for the 'habilitation'¹ decision, concerning the carrying on with the international partnership.

Art. 7.- Decrees may detail the conditions for the application of the decree hereby to particular degrees.

³ *Explanatory note* : this refers to the 'habilitation' concept. See previous explanatory note => bottom of Introduction to the overall text'.

Art. 8 – The provisions of the decree hereby apply to an international partnership made with an institution created within the framework of an international agreement France is part of and devoted to a mission for higher education.

Art. 9 – A report drawing conclusions from the enforcement of the provisions of the decree hereby is presented to the national Council for higher education and research.

Art. 10 – The ministry of national education, higher education and research is responsible for the enforcement of the decree hereby to be published in the official Journal of the French Republic.

Done in Paris, on may 11th 2005.

By the Prime minister :

Jean-Pierre RAFFARIN

The minister of national education, higher education and research,

François FILLON

Le cas particulier du doctorat

The particular case of the doctorate

Lettre adressée, le 24/01/2005, par M. François FILLON, ministre français de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les cotutelles internationales de thèse

Aux ministres européens participant au « Processus de Bologne »

« Je m'adresse aujourd'hui à vous pour vous faire part d'une initiative que la France vient de prendre pour le doctorat à la suite du Sommet de Berlin et dans la perspective de la rencontre de Bergen en mai prochain.

A Berlin, nos prédécesseurs ont à juste titre considéré l'espace européen de l'enseignement supérieur et l'espace européen de la recherche comme deux piliers de la société de la connaissance entre lesquels les liens devaient être plus étroits. Ils ont souhaité, dans ce cadre, porter un accent nouveau sur les études doctorales et sur les coopérations européennes en ce domaine pour stimuler le développement de l'excellence et faire de la qualité des études doctorales un emblème de l'espace européen de l'enseignement supérieur et un facteur puissant de son attractivité. Cette orientation nouvelle devra, à mon sens, être approfondie et affirmée lors du Sommet de Bergen.

Dans ce contexte, il me semble essentiel de développer ce que nous appelons en France les « cotutelles internationales de thèse » qui permettent de préparer une thèse de doctorat sous la responsabilité conjointe de deux établissements d'enseignement supérieur de deux pays différents dans le cadre d'une convention.

Or, même si les principes d'excellence de la formation doctorale sont dans tous les pays comparables, il peut advenir que des modalités distinctes soient un obstacle au partenariat international. Ainsi, par exemple, dans certains pays, la participation du directeur de thèse au jury est obligatoire ; dans d'autres, elle est interdite. Ainsi encore, certains pays, considérant qu'un même travail ne peut donner qu'un seul diplôme, promeuvent le diplôme conjoint de doctorat ; d'autres ne disposant pas de cette possibilité dans leur réglementation nationale sont favorables à la délivrance de deux diplômes de doctorat.

Incontestablement, il serait souhaitable à terme de lever ces obstacles au niveau européen. Cependant cela prendra du temps car ces modalités renvoient aux traditions universitaires les plus profondes de chacun des pays.

C'est pourquoi la France a pris l'initiative, pour favoriser la coopération européenne internationale, d'autoriser les universités et les autres établissements français habilités à délivrer le doctorat à déroger à la réglementation française lorsqu'il survient une incompatibilité entre les règles françaises et celles qui sont applicables dans le pays partenaire. Le doctorat ainsi délivré est reconnu de plein droit en France et la seule condition posée est que la convention conclue entre les deux établissements garantisse la reconnaissance dans le pays partenaire.

A cette fin, une réglementation spécifique a été prise dont je vous joins le contenu et qui permet aussi bien la délivrance du doctorat conjoint que la formule du double diplôme.

Cette démarche me semble comporter un double avantage :

- elle lève pour les établissements français tous les obstacles au partenariat international ;
- elle reconnaît que les règles applicables dans les autres pays en matière d'études doctorales peuvent de plein droit garantir la qualité aussi bien que les règles nationales.

C'est pourquoi j'ai souhaité vous faire part de cette initiative qui me semble correspondre pleinement à l'esprit du « processus de Bologne » et devrait contribuer à une réflexion commune plus approfondie jusqu'à Bergen et au-delà.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs. »

François FILLON

Letter addressed, on 01/24th/2005, by M. François FILLON,
French minister for national education, higher education and research,
on the international joint supervision of doctoral thesis

To the European ministers participating to the 'Bologna Process'

' I am writing to you today, in order to share with you a recent initiative France has just taken for the doctorate as a follow-up to the Berlin Conference and in the perspective of the Bergen Conference next may.

In Berlin, our predecessors have justly considered the European higher education area and the European research area as two pillars of the knowledge society, between which links should be closer. Within this framework they wanted to place a new emphasis on doctoral studies and on European co-operations in this field, in order to stimulate the development of excellence and turn the quality of the doctoral studies into an emblem of the European higher education area and a powerful factor of its attractiveness. To my mind, this new direction will have to be looked into more closely and strengthened during the Bergen Conference.

In this context, what seems essential to me is to develop what we call in France '*co-tutelles internationales de thèse*' ('international joint supervision of doctoral thesis') which allows to carry out a doctoral thesis under the joint responsibility of two higher education institutions from two different countries in the framework of an agreement.

But although principles of excellence for doctoral training programmes are comparable in all countries, different arrangements may be an obstacle to international partnership. So, for instance, in some countries the participation of the doctoral supervisor to the jury is compulsory ; in others it is forbidden. Furthermore, considering that a same work can only lead to the award of a single degree, some countries promote the joint doctorate degree; the others that don't have this possibility at their disposal in their national regulations are in favour of the award of two doctorate degrees.

Unquestionably, these obstacles should eventually be removed at the European level. Nevertheless, it will take time as these arrangements refer to the deepest academic traditions of each country.

That is why in order to favour international European co-operation, France took the initiative to authorize French universities and other French higher education institutions entitled to award doctorate degrees to depart from the French regulation whenever an incompatibility between French regulations and those applicable in the partner country occurs. The doctorate degree thus awarded is fully and automatically recognized in France and the only set condition is that the agreed on convention between the two institutions guarantees the recognition by the partner country.

In this perspective, a specific regulation which content is hereby enclosed and which allows the award of the joint doctorate as well as the double degree formula was adopted.

This initiative seems to me to have a double advantage :

- it removes all obstacles to international partnership for French institutions ;
- it recognizes that rules applicable in other countries about doctoral studies can fully and automatically guarantee quality, the same way our national regulations do.

That is why I wanted to share this initiative with you which seems to me to fully correspond to the spirit of the Bologna Process and to give a valuable input into our common reflection until Bergen and beyond.

Please accept, dear Minister, dear colleague, all my best regards,

Yours sincerely, ‘

François FILLON

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Version française

ARRETE DU 6 JANVIER 2005
RELATIF A LA COTUTELLE INTERNATIONALE DE THESE

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 123-7, L. 612-7, D. 123-12, D. 123-13 et D. 123-14 ;

Vu le décret n° 2002-482 du 8 avril 2002 portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur modifié par le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1985 relatif aux modalités de dépôt, signalement et reproduction des thèses ou travaux présentés en soutenance en vue du doctorat ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif aux études doctorales ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 15 novembre 2004,

ARRETE :

Art. 1er. – Afin de conforter la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et de développer la coopération internationale, un établissement d'enseignement supérieur français autorisé à délivrer le doctorat peut conclure avec un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur étrangers, bénéficiant dans leur pays des mêmes prérogatives, une convention visant à organiser une cotutelle internationale de thèse dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2 – La cotutelle internationale de thèse vise à conforter la dimension internationale des écoles doctorales, à favoriser la mobilité des doctorants dans des espaces scientifiques et culturels différents et à développer la coopération scientifique entre des équipes de recherche françaises et étrangères.

Art. 3 – La convention prévue à l'article 1^{er} peut être soit une convention-cadre accompagnée, pour chaque thèse, d'une convention d'application, soit une convention conclue spécifiquement pour chaque thèse.

Ces actes conventionnels doivent préciser le nom des établissements d'enseignement supérieur contractants et, pour chaque thèse, le nom de l'étudiant concerné et le sujet de la thèse.

Ils lient les établissements contractants sur la base d'un principe de réciprocité.

Les doctorats délivrés dans le cadre des dispositions du présent arrêté sont reconnus de plein droit en France. Les conventions doivent mentionner les formes de la reconnaissance dans le ou les autres pays.

Art. 4 – Lorsque les règles applicables aux études doctorales dans les pays concernés comportent des aspects incompatibles entre eux, les établissements français sont autorisés à déroger aux dispositions de l'arrêté du 25 avril 2002 susvisé sur ces aspects particuliers, dans le respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par la convention.

Art. 5 - Les doctorants effectuent leurs travaux sous la responsabilité, dans chacun des pays concernés, d'un directeur de thèse qui s'engage à exercer pleinement ses fonctions d'encadrement en collaboration avec le ou les autres directeurs de thèse. Les directeurs de thèse et le doctorant signent la convention mentionnée à l'article 3 pour la thèse concernée.

Art. 6 - La préparation de la thèse s'effectue par périodes alternées entre les établissements intéressés selon un équilibre et des modalités définies dans la convention.

Pour les périodes d'études effectuées en France et pour la soutenance, les doctorants bénéficient des dispositions prévues, à leur intention, par l'arrêté du 25 avril 2002 susvisé.

Art. 7 – Les principes régissant la constitution du jury et la désignation de son président sont précisés par la convention. Le jury est composé sur la base d'une proportion équilibrée de membres de chaque établissement désignés conjointement par les établissements contractants et comprend, en outre, des personnalités extérieures à ces établissements. Le nombre des membres du jury ne peut excéder huit.

Art. 8 – La langue dans laquelle est rédigée la thèse est définie par la convention conclue entre les établissements contractants. Lorsque cette langue n'est pas le français, la rédaction est complétée par un résumé substantiel en langue française.

Art. 9 - La thèse donne lieu à une soutenance unique. Le président du jury établit un rapport de soutenance contresigné par les membres du jury.

Après soutenance de la thèse, les établissements contractants peuvent délivrer à l'étudiant :

- soit un diplôme de docteur qu'ils confèrent conjointement ;
- soit simultanément un diplôme de docteur de chacun d'entre eux.

Dans l'un comme dans l'autre cas :

- le ou les diplômes de docteur sont délivrés par les autorités académiques habilitées à le faire, sur proposition conforme du jury, après la soutenance de la thèse ;
- sur le ou les diplômes de docteur figurent une indication de spécialité ou de discipline, le titre de la thèse ou l'intitulé des principaux travaux, la mention de la cotutelle internationale, les noms et titres des membres du jury et la date de soutenance.

La convention prévoit les modalités d'exécution du présent article.

Art. 10 – La convention précise également :

- les modalités d'inscription des doctorants ;
- les modalités de règlement des droits de scolarité conformément aux dispositions pédagogiques retenues, sans que le doctorant puisse être contraint à acquitter les droits dans plusieurs établissements simultanément ;
- les conditions de prise en charge de la couverture sociale ainsi que les conditions d'hébergement et les aides financières dont le doctorant peut bénéficier pour assurer sa mobilité.

Art. 11 – Les modalités de protection du sujet, de dépôt, signalement et reproduction des thèses, ainsi que celles de la gestion des résultats de recherche communs aux laboratoires impliqués, de leur publication et de leur exploitation, sont arrêtées conformément aux législations spécifiques à chaque pays impliqué dans la préparation de la thèse et précisées par la convention.

Art. 12 – L'arrêté du 18 janvier 1994 relatif à la création d'un dispositif de cotutelle de thèse entre établissements d'enseignement supérieur français et étrangers est abrogé.

Art. 13 – Le directeur de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 2005.

Pour le ministre et par délégation

Le directeur de l'enseignement supérieur,
J.-M. Monteil

FRENCH REPUBLIC**MINISTRY OF NATIONAL EDUCATION,
HIGHER EDUCATION
AND RESEARCH****English translation****DECREE of January 6th 2005****on the international joint supervision of doctoral thesis**

The minister for national education, higher education and research,

Having regard to the education code, notably its Articles L. 123-7, L. 612-7, D. 123-12, D. 123-13 et D. 123-14 ;

Having regard to the Decree n° 2002-482 of april 8th 2002 implementing the creation of the European higher education area into the French higher education system, amended by the Decree n° 2004-703 of July 13th 2004 ;

Having regard to the Decree of september 25th 1985 on the conditions of submitting, reporting and printing out of theses or works defended for the doctorate ;

Having regard to the Decree of april 25th 2002 on doctoral studies ;

Having regard to the recommendation by the national Council for higher education and research of november 15th 2004,

Decides :

Article 1 -

In order to strengthen the construction of the European higher education and research area and to develop international cooperation, a French higher education institution entitled to award a doctorate degree can sign, with one or several foreign higher education institutions enjoying the same prerogatives in their countries, an agreement aiming to set up an international joint supervision of doctoral thesis, according to the provisions set by the decree hereby.

Article 2 -

The international joint supervision of doctoral thesis aims to strengthen the international dimension of doctoral training, to promote doctoral students' mobility within different scientific and cultural areas and to develop the scientific cooperation between French and foreign research teams.

Article 3 -

The agreement mentioned in article 1 can be either a framework agreement together with an implementation agreement, or a specifically agreed on convention for each thesis.

These agreed on documents must detail the name of the contracting higher education institutions and, for each thesis, the name of the student concerned and the thesis' topic.

These documents bind the contracting institutions on the basis of a reciprocity principle.

Doctorates awarded within the framework of the provisions set by the decree hereby are fully and automatically recognized in France. Agreements must mention the forms of recognition in the other country or countries.

Article 4 -

Whenever some rules applicable to doctoral studies in the countries involved are incompatible with each other, French institutions are allowed to depart from the provisions of the aforementioned Decree of April 25th2002 on these particular aspects, in accordance with the provisions of the decree hereby and the conditions set by the agreement.

Article 5 –

Doctoral students carry out their works, in each country involved, under the supervision of a thesis tutor committed to fully fulfil his or her guidance functions in collaboration with the other thesis tutor or tutors. The thesis tutors and the doctoral student sign the agreement mentioned in article 3 for the thesis concerned.

Article 6 -

The carrying out of the thesis is made by alternate periods within the institutions involved according to a balance and arrangements set by the agreement.

Regarding periods of study carried out in France and the thesis defence, the aforementioned Decree of April 25th 2002 provides doctoral students with clauses provided for them.

Article 7 –

The principles governing the setting up of the jury and the appointment of its chair are mentioned in the agreement. The jury is set up on the basis of a balanced proportion of members from each institution and jointly appointed by the contracting institutions and it also includes personalities from outside. The number of the members to the jury cannot exceed 8.

Article 8 –

The language in which the thesis is written is set by the convention agreed on by the contracting institutions. When this language is not French, a substantial summary written in French should be added to the thesis itself.

Article 9 –

The thesis can only lead to a single thesis defence. The chair of the jury draws up a report on the thesis defense to be countersigned by the members to the jury.

Subsequently to the thesis defence, contracting institutions can award the student :

- either a jointly awarded doctorate degree ;
- or simultaneously a doctorate degree awarded by each of them.

In both cases :

- the doctoral degree or degrees are awarded by the academic authorities entitled to do so, in accordance with the recommendation by the jury, after the thesis defence ;
- on the diploma itself of doctoral degree(s), a mention about the field or the subject, the title of the thesis or the heading of the main works, the mention of the international joint supervision, the names and the titles of the members to the jury and the submission date are put forward.

The agreement provides for the modes of enforcement of the article hereby.

Article 10 -

The agreement also details :

- the enrolment conditions of doctoral students ;
- the conditions of payment for tuition fees according to the training provisions agreed on, without the doctoral student being possibly forced to pay for fees in several institutions simultaneously ;
- the conditions for the coverage by the Social Security as well as the accommodation conditions and the financial support available to the doctoral student to ensure his or her mobility.

Article 11 -

The arrangements for the protection of the thesis subject, for submitting, reporting and printing out of theses as well as those for the management of the research results which are common to the laboratories involved, of their publishing and commercial use, are set in accordance with the specific legislation of each country involved in the carrying out of the thesis and are detailed by the agreement.

Article 12 –

The Decree of January 18th 1994 on the creation of a mechanism for the joint supervision of doctoral thesis between French and foreign higher education institutions is abrogated.

Article 13 -

The director for higher education is responsible for the enforcement of the decree hereby which will be published in the Official Journal of the French Republic.

Done in Paris, on January 6th 2005.

On behalf and under the authority of the Minister :

The director for higher education,

J.-M. Monteil

- Official Journal of the French Republic, January 13th 2005 -

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

110, rue de Grenelle

75357 PARIS SP 07

FRANCE

16 mai 2005